

GFP 3337 424

Cinquante-troisième Année. — № 136
VENDREDI 2 JUILLET 1948
 REDACTION-ADMINISTRATION
 Robert JOULIN, 143 Quai de Valmy,
 Paris-10^e
 C.C.P. 5561-76
 FRANCE-COLONIES
 1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
 AUTRES PAYS
 1 AN : 650 FR. — 6 MOIS : 325 FR.
 Pour changement d'adresse, joindre 15 francs
 et la dernière bande
 Le numéro : 10 francs

« L'Anarchie
 est la plus haute
 expression de l'ordre. »
 (Elisée Reclus.)

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

BRUITS DE BOTTES

L'INTERET des nations c'est l'intérêt des Etats, des clans guerriers, de l'Eglise et du Capital.

Ce n'est jamais celui des peuples. Et lorsque les généraux remplacent les diplomates, les mitrailleuses se braquent, l'uniforme devient roi et l'homme, du matériel.

Le panache, la gloire, le prestige cachent les tractations sordides autour du charbon, du pétrole, de l'acier.

Et les vertueuses clamures d'indignation, les sursauts des patriotismes sanguinaires et offusqués, sont les bruits orchestrés qui étouffent les cris de ceux qui souffrent, de ceux qui peinent. De ceux qui chaque jour créent ce monde et ses richesses, de ceux qui sont les pauvres de toujours.

Diplomates bottés ou diplomates en habit, ministres ou ambassadeurs, tous ignorent les peuples quand il s'agit de leur assurer le pain, mais se penchent sur eux avec condescendance lorsqu'ils ont décidé d'en faire des « héros ».

Et pourtant les peuples marchent. Ce sont des géants enchaînés conduits par une poignée d'aventuriers.

On les a cadenassés derrière leur frontières respectives et savamment dressés les uns contre les autres.

On les a soûlés de gloire, de chauvinisme, de haine et de xénophobie.

On les a armés et rassemblés en bloc, en alliance, à l'aide de traités et de conventions dont ils ne savent rien de précis.

Les masses de manœuvre étant ainsi mises en place, alignées, numérotées, surveillées et excitées sans relâche, les chefs se lancent dans les préparatifs diplomatiques des futures hécatombes.

Replis, avances, proclamations, trêve ou reprise des froides hostilités, manipulations monétaires et marchandages, tout se passe à l'insu des peuples à qui une propagande savante tente de faire croire qu'ils déterminent seuls leur destin.

En fait les peuples subissent. Sans murmurer dans les démocraties populaires, en murmurant dans les démocraties bourgeois. Entre ces deux formes de l'oppression il n'y a qu'une différence de degrés.

Pourtant le peuple détient la force, toute la force. Mais il s'en est dessaisi et l'a déléguée au profit d'escrocs politiques.

Cette force maintenant comme toujours se retourne contre lui. A Berlin, l'arme diplomatique s'appuie sur l'arme que forge le métal au Creusot, chez Skoda ou chez Vickers.

Le jour où les peuples se refuseront à faire des canons, la meurtrière diplomatie aura cessé de vivre.

En Palestine

Luttes stériles

LES leaders sionistes persuadent qu'il leur était possible d'assurer en 24 heures le gouvernement de la Palestine juive.

« La création d'une patrie coûte cher ; nous paierons le prix qu'il faudra », disait Mme Golda Myerson, du bureau politique de l'Agence Juive — et de vouloir construire l'inconstruisible foyer national.

En Palestine, 600.000 Juifs font face à 1.200.000 Arabes — ce qui n'est pas fait pour simplifier les choses.

La création de l'Etat juif permettrait-elle de liquider la question juive ?

D'autre part, l'Etat juif pourrait-il absorber les 500.000 Juifs déracinés d'Europe centrale ?

Des experts américains avaient établi que l'utilisation du Jourdain pour irriguer les terres desséchées pourrait faire vivre plusieurs millions de personnes.

La Palestine n'a pas de matières premières.

Ni charbon, ni fer, ni minerai. On parle de nappes pétrolières, mais ce n'est pas une certitude.

Le carburant vient de l'Irak, acheminé vers Haifa par un pipeline.

Les seules ressources de la Palestine sont les potasses et la soude.

L'an dernier, les importations ont augmenté de 56 %, tandis que les exportations tombaient de 35 %.

Donc la Palestine est tributaire de capitaux étrangers. C'est, comme le fait remarquer Sablier « une société à commandite de judaïsme mondial » (1).

Comme le fait remarquer cet auteur, « la Palestine juive ne se justifie que par les facilités qu'elle accordera à l'immigration et cette im-

Militarisme ouvrier

Nous savions déjà que le militarisme, le lapanisme, le stakanovisme, etc., étaient hautement prisés au pays du « vrai socialisme ».

La Radio de Moscou annonçait, le 24 juin, que 87 étendards rouges du travail, 138 médailles du bon ouvrier, avaient été décernés aux héroïques soldats de l'armée du travail.

On est soldat du bercceau à la tombe, au pays du tsar Staline.

LE PIÈGE DE BERLIN

Qui tiendra le dernier quart d'heure ?

A BERLIN le raidissement des Russes soudain et inattendu, le changement de leur position de recul en position d'attaque, contraste singulièrement avec les développements de la politique internationale depuis les entretiens Bedell-Schiff-Molotov.

Nous avons assisté en effet, d'un côté, à une avance foudroyante des Américains et de l'autre à un recul équivalent des Russes. La lettre de Wallace, les offres de paix de Markos à la Grèce et son télégramme aux leaders syndicalistes des U.S.A., les résolutions conciliantes en ce qui concerne le plan Marshall, de Lang, délégué polonais à l'O.N.U. à la conférence des socialistes de Varsovie, les avances de la Bulgarie à la Grèce, celles de la Yougoslavie à l'Italie au sujet du problème colonial, la mise en sommeil du Komintern, autant d'indications très nettes que les Américains n'ont pas voulu comprendre afin de pousser sans arrêt leur avance jusqu'au bout.

Applicant avec une vitesse, une impénétrabilité singulière les « recommandations » de Londres, ils ont mené tambour battant leur offensive jusqu'à Berlin.

Les Russes ont été surpris, décontenancés. Leur attitude, jusqu'au 24 juin date de la convocation des « Huit » le prouve.

Le 18 juin Sokolovsky disait encore « ...qu'il est nécessaire de régler le problème monétaire sur une base applicable à toute l'Allemagne... que l'application quadripartite est souhaitable... etc. ».

Le 22 le ton est toujours conciliant, les lettres aimables, et la « Taeglicher Rundschau », journal sous licence soviétique, publie des articles léninistes et convoite les Huit à Varsovie. On parle immédiatement de la formation d'un bloc

Le lendemain, coup de tonnerre. Stalin se retourne et fait face. Il met en ligne toutes ses forces politiques, juridiques et économiques, passe aux mesures de rétorsions efficaces, coupe du courant électrique, blocage des transports, riposte monétaire, etc. et convoite les Huit à Varsovie. On parle immédiatement de la formation d'un bloc

Les proposées par Robertson sont reprises. Elles échouent pour une question de prestige. Les « occidentaux » y avaient proposé la création d'un mark valable pour Berlin à condition que cette institution soit l'objet d'une décision prise à quatre. Les Russes refusent catégoriquement arguant que Berlin, faisant partie de l'Interland soviétique, une telle mesure ne pourrait être prise qu'unilatéralement.

Notons également un discret coup de coude donné à la France et à l'Angleterre au sujet du danger que représente pour eux le mark-dollar.

Que ce communiqué contienne des critiques contre les « recommandations » de Londres, la création virtuelle de la trizone, celle du mark-dollar, il ne pouvait en être différemment. Et malgré ces indispensables réserves, il n'en ressort pas moins que les Russes y font de propositions à peine voilées de négociations, ce qui contraste singulièrement avec les officielles clameurs, à Berlin.

On les a cru décidés à organiser officiellement une Allemagne orientale pour l'opposer à l'Allemagne occidentale ; c'est une erreur. Cela aurait été une fausse manœuvre car ils veulent que partent d'Europe toutes les troupes d'occupation et le plus tôt possible ; ce jour-là ils seront les maîtres du continent.

Dans les Balkans

LES LOUPS ENTRE EUX

Le Manchester Guardian avait déjà mis l'accent sur les remous qui agitent actuellement les Partis communistes des démocraties populaires du Bassin du Danube. La crise qui vient d'éclater et qui aura des répercussions sur les rapports entre les pays satellites et l'U.R.S.S. prend sa source dans la crise de nationalisation des éléments nouveaux de ces Pays.

Avant la guerre les Partis communistes yougoslaves, bulgares, roumains et grecs étaient relativement peu nombreux. Seul, celui de Tchécoslovaquie faisait exception à cette règle, bien que l'importance de ses effectifs d'alors ne soit en rien comparable avec ceux d'aujourd'hui.

Ces Partis, toutefois, avaient forgé un appareil solide, rompu aux luttes clandestines. La répression sanglante des « Démocrates balkaniques » les avait popularisés, parmi les différentes couches d'une population qui ne les voyait qu'à travers la lutte qu'ils prétendaient mener contre les « Tyranniques locaux ».

La guerre, la résistance d'une part, mais surtout le voisinage redoutable d'une Russie victorieuse émettant des prétentions exorbitantes envers ces pays dont certains s'étaient trouvés pendant les premières années du côté de l'Axe, ont considérablement grossi ces Partis ou leurs filiales, les Fronts Nationaux organisés par eux pendant la guerre ou plutôt vers la fin de la guerre, dans la clandestinité.

Des éléments paysans sans grande idéologie, des petits bourgeois opportunistes, des intellectuels, des politiciens même, se ruèrent à l'assaut du succès. Beaucoup de ces derniers s'étaient d'ailleurs compromis avec l'organisation fasciste, leur ralliement rapide et la surenchère prostalinienne étaient seuls capables de les dégager du mauvais pas où ils s'étaient fourvoyés.

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

Le Plan Marshall

Ses dessous — Ses desseins

Le 17 décembre 1947, le Congrès américain votait le programme d'aide à l'Europe.

Le Congrès attribua le chiffre de 500 millions de dollars au lieu de 597 demandé par Truman.

Les pays européens bénéficiaires étaient la France, l'Italie, l'Autriche, la Chine recevant également cette aide.

Une réduction de dollars est intervenue. La Chambre des Représentants a réduit de 66 millions de dollars la part française et de 22 millions la part italienne.

Ces réductions furent justifiées par le fait que la France et l'Italie ne faisaient pas des crédits un usage urgent puisqu'ils furent destinés à payer les intérêts des pays créateurs et à effectuer divers remboursements.

Fin mars 1948, le Sénat américain adoptait avec une majorité de 69 voix, le projet d'aide permanente à l'Europe. La commission des Affaires étrangères de la Chambre des Représentants acceptait le nouveau crédit de 5 milliards 300 millions de dollars pour la première année du plan Marshall.

Sur ces 5 milliards 300 millions, 1 milliard devait être prêté par l'Export and Import Bank.

Cette générosité inattendue fut dictée par des événements politiques graves qu'illustra la formule du speaker de la Chambre, A. Martin : « Si les communistes s'emparaient du pouvoir en Italie ils domineront toute l'Europe ». Il va de soi qu'un gouvernement communiste en Italie interdirait l'aide américaine.

Enfin le 25 juin 1948 le chiffre de l'aide globale était définitivement arrêté. Il s'agissait de 6.630.740.928 dollars et de 17 pays bénéficiaires.

Ces crédits couvriront une période de quinze mois, mais pourront être dépassés en 42 mois si le président des U.S.A. et l'Administrateur du plan le jugeant utile.

Cette aide sera évidemment conditionnée puisqu'elle est subordonnée à la signature d'accords bilatéraux devant s'effectuer avant le 31 juillet 1948.

Les clauses de ces accords bilatéraux sont évidemment draconiennes.

L'article 40 dit que le gouvernement de Washington peut agir à sa guise sur le taux de change des pays assistés.

D'autre part il est dit que le gouvernement américain peut exiger la révolution française l'installation d'entreprises américaines pour la fourniture de produits faisant défaut.

Enfin une entreprise américaine en France jugeant son expansion lésée par la législation française peut s'en référer à la Cour de La Haye.

Il y a d'autre part des exigences quant aux tarifs douaniers qui froissent particulièrement la Grande-Bretagne.

La France, l'Angleterre, le Danemark et la Suède ont, à ce sujet, élevé de vives protestations auprès de M. Thorp, secrétaire d'Etat aux Affaires économiques montrant toutes ces conditions comme inadmissibles. Ce qui fait que momentanément en ce qui concerne le change le gouvernement américain ait accepté les motifs invoqués.

La France s'est opposée à ce que des installations industrielles américaines ne relèvent pas de la législation nationale, ce qui montre à quel point en est arrivé psychologiquement le plan Marshall.

Il y aura évidemment d'autres bagarres.

Il y a aussi un péculiar.

Dès lors que l'on sait que le remarque

(Suite page 4)

(



LES RÉFLEXES DU PASSANT

La Marie partout

Peut-on avoir une place douillette tout là-bas, au paradis, vivre en famille auprès de son fils, être assise à la droite du Bon Dieu, vivre dans l'ambiance de gens aussi honorables que distingués tels que Bienheureux, Séraphins, Archanges et avoir la nostalgie de notre gadouleuse planète, toute souillée par nos pechés ?

Parec qu'enfin, depuis l'affaire de Lourdes, on pourrait complier les révisions ou la Sainte Vierge n'est pas apparue. Ça n'est même plus du tout sacré, c'est du camping de l'invasion ! Certains esprits, touchés par la grâce estivale, la Bonne Mère daigne se pencher sur notre terre pour guérir les hommes de leurs maux, pour nous soulager de nos misères, tant physiques que morales ; bref, à remettre un brin d'ordre dans la création du Bon Dieu. Mais il nous faut bien constater qu'en cette matière, la Sainte Vierge n'est pas du tout stakanoviste et nous supposerons plutôt qu'elle est en goguette.

Et la Marie, une fois de plus, est venue installer ses pénates en Lorraine, à Bouxières-aux-Dames. Et le pieux

curé de l'endroit très honré à collectionner dons et offrandes. Hélas ! son supérieur hiérarchique, l'évêque de Nancy, est un esprit fort qui ne croit pas au Père Noël, ni aux apparitions ; en vertu de ce juste principe que l'union fait la force, il allia sa crose à celles des cinq-saintes gendarmes et le curé fut expulsé « manu militari, amen ».

Quoique incompétents en ces choses divines, nous avons peus de l'erreur judiciaires ; car, après tout, si l'évêque avait tort ? Si le curé avait raison ? Et si c'était vraiment la vraie de vraie Sainte Vierge qui se soit manifestée à Bouxières ?

Vous aurez beau ricaner, bougres d'ame, mais il y a tout de même un précédent. Souvenez-vous qu'en cette même Lorraine, des voix célestes et patriotes dictèrent sa conduite à Jeanne d'Arc ! Souvenez-vous que le verdict de l'évêque Cauchon fut revisé par l'histoire ; qu'il faut croire en Jeanne, en ses voix, en ses œuvres, puisque toute la fraction saine du pays, c'est-à-dire, les gaullistes, les pétaulistes et les communistes font « chorus » pour l'honneur.

Et que tout de même, les matérialistes se doivent d'adorer Dieu puisque M. Goftvald, président de République et marxiste, fait célébrer un « Te Deum » en son honneur. Et s'il l'a fait, c'est qu'il y croit, parce que, autrement, ce ne serait qu'un polichinelle.

BELGIQUE

(Suite la 1^{re} page)

les index de base pour le calcul des salaires qui n'auront guère été modifiés, permettront aux patrons, comme à l'Etat de réduire rapidement les avançages pratiques, mais non officiels de la présente période inflationniste.

Il faut en effet délimiter, sur certains points du moins, le rôle des employeurs privés et celui de l'Etat. En bonnes circonstances, le second est plus du tout calculateur, que le premier. Nombreuses étaient les professions où les patrons eux-mêmes acceptaient des augmentations de salaires, si les services gouvernementaux n'étaient intervenus pour opposer leur veto.

Il existe aujourd'hui un appareil de hauts fonctionnaires dont la politique se différencie de celle préexistante, par de nombreux capitalistes individuels, dont les mesures organisationnelles limitent très souvent les pouvoirs privés, et dont les buts dépassent singulièrement les ambitions des groupes patronaux. Sans doute s'appuient-ils alternativement sur des tendances intérieures du capitalisme, pour faire aboutir leur propres solutions : si équipes dans un sens extra-ouvrier et non-socialiste — mais ils parviennent en mettant à profit leurs propres fonctions dans l'appareil d'Etat, à peser fortement sur son orientation.

Chez curieuse, c'est dans les meilleurs de hauts fonctionnaires syndicaux et politiques, que ces techniciens trouvent des soutiens et des oreilles complaisantes. Quand dans une brochure intitulée « Vers la démocratie sociale par l'accès des travailleurs à la gestion économique », le secrétaire de la F.G.T.B., Paul Finet, définit le rôle du Conseil Central de l'Economie, il parle en pur planiste, attribue des rôles importants aux grands bonzes du mouvement ouvrier et rejoint — tout en employant un langage ouvrier — les thèses défendues, dans une autre brochure, patronale celle-là, intitulée « Les Conseils d'Entreprise ».

Car, et le phénomène est non moins extraordinaire, chez les patrons eux-mêmes, et plus spécialement dans les meilleurs « intellectuels » patronaux, il se trouve également des « conseillers » et des « spécialistes » qui comprennent que le rôle autrefois dévolu à l'initiative individuelle doit être confié à d'autres. Et qu'il est temps de constituer un

« brain trust » dirigeant l'ensemble des destinées de la Belgique, peut-être de l'Europe.

Ce parallélisme, dans les tendances exprimées par les dirigeants du mouvement syndical, des groupements patronaux les plus lucides, et de l'Etat, est remarquable si on considère le caractère contradictoire des organisations qui ont secrétés les formulles et l'intelligence nouvelle, mais elle n'offre rien de bien étrange si on examine le type d'homme qui, dans l'un ou l'autre secteur social, occupe les postes de commande.

Il ne s'agit plus que de trouver les maitres d'une certaine algèbre, où les convictions idéalistes sont absentes, où les tendances politiques sont dépassées, et qui doit servir uniquement à faire tourner la machine de la production dans des conditions optimales. Et capitalistes intelligents, hommes d'Etat et leaders syndicaux sont prêts à échanger leurs propres avantages financiers actuels contre les leviers de commande d'une société où « l'intérêt général » serait roi.

Cette étape vers la naissance d'une classe technocratique n'est pas la première. Il faut se rappeler qu'un pacte de solidarité sociale a été signé entre représentants des divers groupes sociaux belges à la Libération. Et que cet esprit, les intérêts des travailleurs étant délibérément sacrifiés, préside à toutes les grandes manœuvres sociales actuelles.

Faut-il s'illusionner et croire que les contradictions sociales n'existent plus en Belgique, ou que les frictions ne se produisent qu'occasionnellement ? Evidemment, non. La propriété demeure la base légale de la société. L'Etat défend, puisque c'est son rôle ancien, les favorisés de la fortune. Les leaders syndicaux sont parfois obligés d'agir parce que leurs adhérents rulent dans les brancairs.

Le vieil esprit patronal n'est pas mort non plus. Il cherche avec beaucoup d'habileté à réduire le mouvement syndical au rôle d'interprète des intérêts généraux de la classe ouvrière dans le cadre national, à une sorte de parlementarisme économique. Mais en même temps, le patronat tente d'éliminer le syndicat de l'entreprise (cellule vivante) pour le reléguer dans la corporation et à la remplacer par le comité d'entreprise, dont la définition légale serait précise : faire naître la communauté du travail, l'est-elle rende obligatoire la collaboration de tous (travailleurs, cadres et patrons) pour la plus grande prospérité de la

Ces projets, ressemblent curieusement, dans leur partie pratique, à ceux déposés par les représentants syndicaux. Le point de départ est différent, le but lointain aussi, mais dans l'immédiat l'accord pourra se faire, et la classe naissante des technico-bureaucraties prêtera ses bons offices pour le faire aboutir.

Nous retrouvons en Belgique, à l'état plus pur, les tendances sociales qui se manifestent en France. Celles que les « franchis » du mouvement social admiraient déjà dans le système des conseils d'entreprises en Suède.

Ces tendances vont s'accentuant, jusqu'à s'imposer.

Mais à une condition : la démission de la classe ouvrière comme candidate à l'héritage capitaliste. Et son acceptation définitive de la condition prolétarienne.

DAMASHKI.

GROUPE V-VI

AVIS IMPORTANT

Tous les militants et sympathisants sont invités à assister à la réunion du

VENDREDI 2 JUILLET

à 20 heures 45

Palais de la Mutualité — Salle X
Sujet : critique de l'activité de cette année.

Programme d'activité pour l'année.

Tous les participants sont priés d'amener des suggestions aussi détaillées que possible.

PALESTINE

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

La Haganah comprend 80 à 100.000 soldats, l'Irgoun 6.000 combattants, le groupe Stern 1.000 hommes.

Le 26 mai dernier se constitua l'armée nationale juive, groupant la Haganah, l'Irgoun et le groupe Stern.

Chaque unité conservait ses forces et ses cadres.

La mobilisation touchait les hommes de 17 à 35 ans et les femmes de 18 à 25 ans.

Les autres se trouvaient dans le formations de l'armée.

L'objectif géographique de l'Irgoun c'est la constitution d'une autorité juive sur toute la Palestine, y compris la Transjordanie, ce qui a pour vertu d'irriter le monde arabe.

Elle désire un rapprochement avec les Etats-Unis et des liens avec l'U.R.S.S., mais elle est muette quant à l'Angleterre, ce qui fait pressentir une sourde rancune.

ZINOPPOULOS.

(1) Le Monde du 28 janvier 1948.

Les Irgounistes et les forces d'Israël se heurtent.

Eternelle rivalité de groupements frères qui postulent à une influence contradictoire sur la communauté juive.

L'U.R.S.S. s'est d'ores et déjà fait représenter auprès de l'Etat d'Israël, Gurchoev, ancien chargé d'affaires à Ankara, représente les intérêts soviétiques dans la capitale israélienne.

Le sanglant combat qui oppose les forces juives et les combattants arabes ne se justifie pas. Les uns et les autres devraient avoir la force de sceller leur union et de tourner communément leurs armes contre leurs ennemis respectifs.

D'un côté, la haute administration juive, qui tire profit du sionisme ; de l'autre, la ligue arabe, formée par les fédouas et les grands dignitaires de l'Islam.

ZINOPPOULOS.

Pour obtenir la libération des antifascistes espagnols internés dans le camp de Karaganda (Russie) par

Des orateurs français et espagnols prendront la parole.

Féderica MONTSENY.

FONTAINE.

Le FASCISME STALINIEN

Fontaine.

Paris-Ouest. — Réunion du groupe tous les vendredis, 79 avenue de Saint-Ouen, Paris 17, café Le Bagarry.

Banlieue Sud. — Dimanche 4 juillet, à 9 h. 30, salle Collot, Grande-Rue, 54, Bourg-la-Reine. Caisse de Malzie. Démocratie et éducation sexuelle.

Abonnez-vous

au LIBERTAIRE

AU FIL DES JOURS

Au fil des jours

Les 18.000 dockers de Londres en grève ont causé l'immobilisation de 125 navires.

Cette grève a été provoquée par la penalisation de 11 dockers qui avaient demandé une prime d'insalubrité pour décharger de l'oxyde de zinc.

Malgré les injonctions de leur secrétaire général, ils avaient refusé de reprendre le travail.

Décidément, ailleurs aussi les dirigeants syndicaux deviennent jaunes de plus en plus.

Hiroshima

Le 6 août sera l'anniversaire du bombardement atomique d'Hiroshima, qui fit 78.150 morts. Les Japonais déclarent une journée de prières pour la paix.

Les peuples ont toujours prié pour la paix et ont toujours eu la guerre ! Leurs Dieux doivent avoir un esprit de contradiction remarquable.

Si les peuples essayaient de prier pour la guerre...

La valeur n'attend pas...

Deux mille enfants en haillons venaient des quartiers pauvres de Rome ont pris d'assaut la Préfecture et ont envahi les bureaux. Ils ont refusé de partir avant d'obtenir l'assurance écrite de leur envoi dans des colonies de vacances au bord de la mer. Ils avaient été accompagnés jusqu'à la Préfecture par leurs mères qui attendirent en tricotant l'issue de l'opération !

Prendons de la graine !

Les anthropophages

En Turquie, Hassan Saka a rappelé que depuis huit ans le pays consacre la moitié de son budget à l'armée et a affirmé que la Défense nationale continuerait à avoir la priorité même si elle exige les plus lourds sacrifices.

Comme en France ! Comme partout :

Et vivent les nations anthropophages !

Protection

Un projet de loi relatif à la protection de l'enfance et de l'adolescence en danger a été adopté par le Conseil des Ministres. Il réprend et précise les pouvoirs du juge des enfants et crée des Conseils de Protection de l'Enfance.

L'Etat protège l'enfance... comme le maquinon protège son troupeau.

Les nouveaux nazis

B. H. SHOEMAN, ministre nationaliste du Travail de l'Afrique du Sud, a décidé que les indigènes ne pourront faire partie ni de syndicat européen ni de syndicat autonome ; de plus, l'apprentissage des indigènes dans toutes les professions artisanales est supprimé.

Le vieil esprit patronal n'est pas mort

non plus. Il cherche avec beaucoup d'habileté à réduire le mouvement syndical au rôle d'interprète des intérêts généraux de la classe ouvrière dans le cadre national, à une sorte de parlementarisme économique.

Mais le patronat tente d'éliminer le syndicat de l'entreprise (cellule vivante) pour le reléguer dans la corporation et à la remplacer par le comité d'entreprise, dont la définition légale serait précise : faire naître la communauté du travail, l'est-elle rende obligatoire la collaboration de tous (travailleurs, cadres et patrons) pour la plus grande prospérité de la

Cette étape vers la naissance d'une classe technocratique n'est pas la première. Il faut se rappeler qu'un pacte de solidarité sociale a été signé entre représentants des divers groupes sociaux belges à la Libération.

Et que cet esprit, les intérêts des travailleurs étant délibérément sacrifiés, préside à toutes les grandes manœuvres sociales actuelles.

Faut-il s'illusionner et croire que les contradictions sociales n'existent plus en Belgique, ou que les frictions ne se produisent qu'occasionnellement ? Evidemment, non. La propriété demeure la base légale de la société. L'Etat défend, puisque c'est son rôle ancien, les favorisés de la fortune. Les leaders syndicaux sont parfois obligés d'agir parce que leurs adhérents rulent dans les brancairs.

Ces projets, ressemblent curieusement, dans leur partie pratique, à ceux déposés par les représentants syndicaux. Le point de départ est différent, le but lointain aussi, mais dans l'immédiat l'accord pourra se faire, et la classe naissante des technico-bureaucraties prêtera ses bons offices pour le faire aboutir.

Ces tendances vont s'accentuant, jusqu'à s'imposer.

Mais à une condition : la démission de la classe ouvrière comme candidate à l'héritage capitaliste. Et son acceptation définitive de la condition prolétarienne.

DAMASHKI.

CHRONIQUE ÉCONOMIQUE

Ordre et contre-ordre

une fâcheuse tendance à l'accumulation des stocks...

LE PLAISANTIN. — Des stocks de poisson ?

MAYER. — La paix sociale risque d'être troublée, le budget déséquilibré, le franc amenuisé et la stabilité politique remise en question. La réaction gouvernementale se doit donc d'être vigoureuse. Nous avons décidé de supprimer la liberté de transaction néfaste et corruptrice au premier chef, de subventionner le lait, le charbon, le pain, et au besoin le reste.

Afin d'éviter le déséquilibre budgétaire que ces mesures risquent de provoquer, nous établirons de nouveaux imposts...

LE PLAISANTIN. — ...Qui a leur tour feront augmenter le coût de la vie !

MAYER. — Non, monsieur. Cinquante mille fonctionnaires nouvellement engagés veilleront à la rigoureuse observance des taxes, décrets et règlements !

LE PLAISANTIN. — Qui paiera ces fonctionnements ?

MAYER. — Je n'ai pas l'habitude de répondre à des questions oiseuses. Ainsi, messieurs, grâce à ces nouvelles mesures, la France immortelle...

D

CULTURE ET RÉVOLUTION

JUIN 1848

L'insurrection

ON l'a bien négligée, dans les brouillards du Centenaire, cette aînée de la Commune de Paris ! Le Peuple même l'a presque oubliée... Elle fut tellement anonyme qu'elle n'a pas laissé derrière elle la moindre d'un seul visage — si ce n'est celui de Godefroid de Cavaignac, le chef des bourreaux, et celui de l'archevêque de Paris, Monseigneur Affre, qui voulut « pacifier » le faubourg Saint-Antoine, et fut tué dans le dos par les fusils de l'ordre, brûqués des feux du boulevard Beaumarchais (1).

Le faubourg Saint-Antoine était célébre dans les Révolutions : c'était le quartier des ébénistes. Calme jusqu'à là, il avait donné asile aux insurgés vaincus ; par solidarité il allait les défendre jusqu'à la mort.

Qui étaient ces insurgés ? Le bruit courait qu'ils avaient des chefs communistes... légitimistes... orléanistes... bonapartistes ; qu'ils avaient reçu l'or d'Angleterre ; que des meneurs titrés leur avaient distribué des liques fortes ; qu'elles avaient incité au pillage ; qu'ils détroussaient, torturaient, mutilaient les prisonniers... etc...

La vérité était plus simple. Des hommes avaient cru que la République — deuxième du nom — allait leur assurer le droit au travail et à la vie ! Trois mois de misère et la fermeture des ateliers nationaux les avaient détrônés. Ils avaient fait des barricades en février. Ils refirent en juin des barricades. Sur l'une d'elles flottait le drapeau noir, symbole du désespoir en toutes les institutions humaines. A l'assaut, montait l'armée, la garde nationale de banlieue et des beaux quartiers, et ce qui restait officiellement du peuple en armes. Par une amère dérisoire, les anciens frères des combats contre Louis-Philippe — en

blouse d'ouvriers, eux aussi — étaient souvent en tête des colonnes gouvernementales.

Les insurgés de juin ? C'étaient des PRODUCTEURS déchus, dont une révolution politique avait fait des espèces de MILITAIRES (condensez les deux mots : vous avez le mot « prolétaires »). Beaucoup d'entre eux avaient en la bêtise le chômage sévissant et la République se proclamant démocratique et sociale, de s'en remettre à l'Etat du soin de les empêcher à mourir de faim.

L'Etat avait alors fondé les ateliers nationaux — cette dérisoire caricature du Socialisme de Louis Blanc (L.B. voulait l'organisation du travail des ASSOCIATIONS OUVRIERES SURVENTIONNEES, mais administrativement autonomes).

Comment on peut en juger par nos « nationalisations », les Ateliers nationaux étaient une pétardière bureaucratique — leur principal but étant de « socialiser les pertes » sans porter ombrage à l'industrie privée. L'autre but probable était d'avoir une clientèle politique à toutes mains, à peu près comme aujourd'hui. Ça ne coûta pas au pays un milliard par vingt quatre heures (budget actuel de la mirifique armée française) : mais ça coûtait, paraît-il, plus d'UN MILLION PAR SEMAINE (cent quinze mille hommes à vingt-trois sous par jour), ce qui était quand même une somme pour l'époque !

On se rendit compte, en haut lieu, que l'entretien de cent quinze mille glorieux barricadiers comme soutiens budgétaires du régime était une arme à deux tranchants, et on commença à prendre les mesures nécessaires pour séparer du sort de ce prolétariat celui de la république bourgeoise, déjà réconciliée avec les généraux orléanistes.

Cependant, on procéda avec les ménagements nécessaires. On fit comprendre aux héros de la révolution parisienne qu'ils étaient jetés derrière les barricades ; ils portaient : Défendez-vous, vous seriez massacrés. Le gouvernement eut connaissance de ce fait, qui devait redoubler le courage des insurgés. Aussitôt des proclamations leur furent adressées par le général Cavaignac : « Ouvriers, anciens reliques, céramistes, ciseleurs, décorateurs, miroitiers et orfèvres (2) — devenez fonctionnaires terrassiers. On leur proposa d'être transportés dans les marais de la Sologne, pour les assainir.

Au grand scandale des historiens, ces Parigots refusèrent de se laisser déporter vers les Karangandas solognots. Ils préférèrent SE FAIRE TUER POUR CE QUI LEUR RESTAIT DE DIGNITÉ HUMAINE ET PROFESSIONNELLE.

Pendant trois mois, on les avait nourris à la gamelle, on leur avait fait creuser des trous sur le Champ de Mars et sur les boulevards, POUR RIRE, pour qu'ils gagnent leur rata par la corvée.

Tous ces trous en avaient fait un dans les finances publiques. On mit leurs cadavres dedans. Et le terrain se trouva nivelé pour l'entrée triomphale de S.M. l'Empereur Napoléon III.

A.P.

(1) Voir, par exemple, la très brouillée « Histoire de la Révolution de 1848 », de Gaston Bouillon.

(2) Presque tous les métiers de Paris étaient alors des métiers d'art.

Insurgés et gardes mobiles

Cavaignac avait fait signifier aux ouvriers qu'il ne leur donnait qu'une heure pour se rendre. Ils répondirent qu'ils aimeraient mieux mourir en combattant que de mourir de faim. Ils avaient amené leurs femmes et leurs enfants sur les barricades : « PUISQUE NOUS NE POUVONS PLUS LES NOUVRIR, DISAIENT-ILS, IL VAUT MIEUX QU'ILS MEURENT AVEC NOUS ». Au milieu de ce sombre désespoir, on avait lieu de s'étonner de la modération du Peuple... Partout, les prisonniers faits par le peuple étaient traités avec humanité : les insurgés ne se contentaient pas de leur rendre la liberté : ils leur faisaient souvent revêtir des blouses par-dessus leur uniforme pour leur éviter tout danger en traversant les autres barricades...

« Rue Neuve-Sainte-Geneviève (aujourd'hui rue Tournefort), les

ouvriers s'étaient emparés de la caserne des gardes mobiles, partagèrent avec les mobiles malades le peu de vivres qu'ils s'étaient procurés en mettant leurs habits en pâge. Quelque temps après, la caserne fut reprise par les mobiles : les ouvriers blessés qui s'y trouvaient furent dirigés sur le Val-de-Grâce et la Pitié. Dans le trajet, on les achetait à coups de saufre. Un chirurgien militaire qui chercha à s'interposer faillit être fusillé.

« A la barrière de la rue des Noyers, toutes les fois qu'un soldat était blessé, les insurgés cessaient le feu jusqu'à ce qu'on l'eût relevé. Au contraire, un insurgé ayant été blessé, ceux qui voulaient le ramasser furent assaillis de balles... »

L. MENARD,
Prologue d'une Révolution.

Proudhon demande l'amnistie

Si la révolte des 23, 24, 25 et 26 juin a surgi tout à coup comme un accident de la misère ; si la lutte soutenue pendant ces quatre malheureuses journées n'a été qu'un éclat du désespoir ; si l'instruction prouve que, malgré l'or répandu, malgré les embauchements dynastiques, l'immense majorité des insurgés se composait d'ouvriers démolis par le chômage, égarés par la faim, déçus dans leurs espérances, irrités à tort ou à raison contre le pouvoir ; s'il était vrai enfin que le Gouvernement, que l'Assemblée Nationale elle-même, trompés d'abord sur le véritable sens de

l'émeute eussent porté au comble, par une politique fatale, l'exaspération de ces hommes dont le cri de ralliement était : « Du pain ou du plomb ! » du moins faudrait-il reconnaître qu'il n'y a pas ici de coupables : qu'il n'y a que des victimes.

Un chômage de quatre mois s'est converti subitement en un casus belli, voilà en quelques mots toute la vérité. Mais — quoi qu'en ait dit, quoi que réponde encore tous les jours l'egoïste et impitoyable calomnie — la générosité, la haute moralité des classes travailleuses n'ont point péri dans ce fratricide. Le denouement des insurgés, la misère des prisonniers, le respect des propriétés qui, s'il faut en croire de nombreux rapports, n'aurait pas été toujours aussi grand du côté de la révolution.

Ce n'est pas là la République ; mais autour de sa tombe sanglante, les saturnales de la réaction.

LAMENNAIS.

pression que du côté de l'émeute, sont là qui l'affirment. Ne répondre le sel et le vin rouge sur des plaies saignantes, avons pitié de ces pauvres blessés qui se cachent et meurent sur la paille, en proie à la gangrène, soignés par des enfants sans pain et des épouses folles de misère. »

LE PARDON du général Cavaignac

Les ouvriers étaient avertis du sort qui les attendait ; des placards étaient jetés derrière les barricades ; ils portaient : Défendez-vous, vous seriez massacrés. Le gouvernement eut connaissance de ce fait, qui devait redoubler le courage des insurgés. Aussitôt des proclamations leur furent adressées par le général Cavaignac : « Ouvriers, vous dit que de cruelles vengeance vous attendent ; ce sont vos ennemis, les nôtres, qui parlent ainsi. On vous dit que vous serez sacrifiés de sang-froid ; venez à nous, venez comme des frères repentants et soumis à la loi, et les bras de la République sont tout prêts à vous recevoir ».

Lorsque cette proclamation fut connue des ouvriers, un grand nombre d'entre eux se rendirent. Alors les uns furent fusillés sur place, les autres conduits à l'Hôtel de Ville et sur quelques autres points qui servaient plus spécialement d'« abattoirs ». Sur le pont d'Arcole, les prisonniers tombaient sous les leurs croisés des gardes mobiles, placés sur les deux quais. Sur le pont Louis-Philippe, plus de quarante furent jetés à l'eau. On en amena d'autres sur le quai de l'Hôtel-de-Ville. On les précipita dans la mer, où les bâles les atteignaient. Le plus souvent, ils tombaient sur la berge, et d'autres mobiles, placés à cet endroit, les achevaient à coups de fusil... A ce moment deux Représentants du Peuple (députés) se trouvaient sur la place de l'Hôtel-de-Ville et causaient avec des officiers. Des soldats de la garde républicaine, qui conduisaient un convoi de prisonniers, leur demandèrent ce qu'il fallait en faire ? Ils répondirent : Fusillez ! Fusillez !

L. MENARD.

TROIS MILLE MEURTRES

Il ne s'agit pas là de sauver le prolétariat. Le prolétariat n'existe plus, on a jeté à la voirie. Mais la bourgeoisie, qui la sauvera ? — PRUDHON.

Dans l'Humanité : « Sur l'initiative du gouvernement de l'U.R.S.S. et du gouvernement de la République polonoise, une Conférence s'est ouverte à Varsovie

à laquelle participent les ministres des Affaires Etrangères de l'U.R.S.S., d'Albanie, de Bulgarie, de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Roumanie et de Hongrie. »

Conférence ? Nous, on appellera ça aller au rapport.

CAVAGHIE.

à laquelle participent les ministres des Affaires Etrangères de l'U.R.S.S., d'Albanie, de Bulgarie, de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Roumanie et de Hongrie. »

Conférence ? Nous, on appellera ça aller au rapport.

CAVAGHIE.

à laquelle participent les ministres des Affaires Etrangères de l'U.R.S.S., d'Albanie, de Bulgarie, de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Roumanie et de Hongrie. »

Conférence ? Nous, on appellera ça aller au rapport.

CAVAGHIE.

à laquelle participent les ministres des Affaires Etrangères de l'U.R.S.S., d'Albanie, de Bulgarie, de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Roumanie et de Hongrie. »

Conférence ? Nous, on appellera ça aller au rapport.

CAVAGHIE.

à laquelle participent les ministres des Affaires Etrangères de l'U.R.S.S., d'Albanie, de Bulgarie, de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Roumanie et de Hongrie. »

Conférence ? Nous, on appellera ça aller au rapport.

CAVAGHIE.

à laquelle participent les ministres des Affaires Etrangères de l'U.R.S.S., d'Albanie, de Bulgarie, de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Roumanie et de Hongrie. »

Conférence ? Nous, on appellera ça aller au rapport.

CAVAGHIE.

à laquelle participent les ministres des Affaires Etrangères de l'U.R.S.S., d'Albanie, de Bulgarie, de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Roumanie et de Hongrie. »

Conférence ? Nous, on appellera ça aller au rapport.

CAVAGHIE.

à laquelle participent les ministres des Affaires Etrangères de l'U.R.S.S., d'Albanie, de Bulgarie, de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Roumanie et de Hongrie. »

Conférence ? Nous, on appellera ça aller au rapport.

CAVAGHIE.

à laquelle participent les ministres des Affaires Etrangères de l'U.R.S.S., d'Albanie, de Bulgarie, de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Roumanie et de Hongrie. »

Conférence ? Nous, on appellera ça aller au rapport.

CAVAGHIE.

à laquelle participent les ministres des Affaires Etrangères de l'U.R.S.S., d'Albanie, de Bulgarie, de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Roumanie et de Hongrie. »

Conférence ? Nous, on appellera ça aller au rapport.

CAVAGHIE.

à laquelle participent les ministres des Affaires Etrangères de l'U.R.S.S., d'Albanie, de Bulgarie, de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Roumanie et de Hongrie. »

Conférence ? Nous, on appellera ça aller au rapport.

CAVAGHIE.

à laquelle participent les ministres des Affaires Etrangères de l'U.R.S.S., d'Albanie, de Bulgarie, de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Roumanie et de Hongrie. »

Conférence ? Nous, on appellera ça aller au rapport.

CAVAGHIE.

à laquelle participent les ministres des Affaires Etrangères de l'U.R.S.S., d'Albanie, de Bulgarie, de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Roumanie et de Hongrie. »

Conférence ? Nous, on appellera ça aller au rapport.

CAVAGHIE.

à laquelle participent les ministres des Affaires Etrangères de l'U.R.S.S., d'Albanie, de Bulgarie, de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Roumanie et de Hongrie. »

Conférence ? Nous, on appellera ça aller au rapport.

CAVAGHIE.

à laquelle participent les ministres des Affaires Etrangères de l'U.R.S.S., d'Albanie, de Bulgarie, de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Roumanie et de Hongrie. »

Conférence ? Nous, on appellera ça aller au rapport.

CAVAGHIE.

à laquelle participent les ministres des Affaires Etrangères de l'U.R.S.S., d'Albanie, de Bulgarie, de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Roumanie et de Hongrie. »

Conférence ? Nous, on appellera ça aller au rapport.

CAVAGHIE.

à laquelle participent les ministres des Affaires Etrangères de l'U.R.S.S., d'Albanie, de Bulgarie, de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Roumanie et de Hongrie. »

Conférence ? Nous, on appellera ça aller au rapport.

CAVAGHIE.

à laquelle participent les ministres des Affaires Etrangères de l'U.R.S.S., d'Albanie, de Bulgarie, de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Roumanie et de Hongrie. »

Conférence ? Nous, on appellera ça aller au rapport.

CAVAGHIE.

à laquelle participent les ministres des Affaires Etrangères de l'U.R.S.S., d'Albanie, de Bulgarie, de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Roumanie et de Hongrie. »

Conférence ? Nous, on appellera ça aller au rapport.

CAVAGHIE.

à laquelle participent les ministres des Affaires Etrangères de l'U.R.S.S., d'Albanie, de Bulgarie, de Tchécoslovaquie, de

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

Problèmes de l'unité

LE Journal FORCE-OUVRIERE nous apprend la naissance clandestine de la Fédération du Livre C.G.T.-F.O. Que vont faire maintenant les militants partisans de l'autonomie lors du dernier referendum du Livre ?

Je me dois de faire ici la liaison entre Monatte et Roger Paul — l'un des leaders d'Unité syndicale — dont les positions sont quelque peu divergentes bien que tous deux soient de purs syndicalistes. Monatte demande que les minoritaires du Livre entrent à F.O. Roger Paul préfère que ces minoritaires restent à la C.G.T. afin que la Fédération du Livre ne tombe pas entièrement sous les griffes du Parti communiste français. Nous pensons que ces deux situations sont fausses, bien que toutes deux soient défendues avec la même bonne foi. D'abord, parce que la C.G.T.-F.O. a démontré ces temps derniers son impuissance et sa duplicité congénitale. Ensuite, parce que la C.G.T. ne peut plus être réformée DE L'INTERIEUR. Et c'est pourquoi les minoritaires du Livre qui avaient compris — mais sont-ils vraiment minoritaires ? — étaient partisans de l'autonomie. La raison d'une telle situation est beaucoup plus profonde; le syndiqué du Livre est aujourd'hui UN SYNDIQUE QUI NE CROIT PLUS EN SON SYNDICAT, « LE REFORMISME N'A PAS PAYÉ ».

D'autre part, Monatte et Roger Paul devraient se rendre compte que la faute essentielle au lendemain de la libération est de rendre le syndicalisme obligatoire dans la profession. Le syndiqué PAR FORCE devient alors le poids lourd empêchant toute action vigoureuse et rapide. Mieux vaut une Fédération moins imposante par le NOM-BRE et davantage crantée par sa combativité. Le problème de la qualité et de la quantité !

La situation est telle qu'aujourd'hui un appel à la solidarité ouvrière DANS LA PROFESSION n'est que partiellement suivi et que les directives données par le bureau fédéral ne sont pour ainsi jamais prises en considération. D'où l'importance sans cesse croissante des assemblées intersyndicales du Livre réunissant tous les délégués régionaux, où élaboreront les VRAIES décisions qu'ensuite ILS ESSAIENT de faire appliquer.

Enfin disons à l'un et à l'autre, en toute amitié, que l'autonomie était pour nous un palier, non un

pouvait attendre les autres locataires partisans de la construction d'une maison, abritant tous les syndicalistes apolitiques et révolutionnaires SANS DISTINCTION DE TENDANCES PHILOSOPHIQUES OU RELIGIEUSES. Les habitants de cette maison devaient — dans notre esprit — se conformer à une discipline librement consentie et suivre les clauses d'un programme d'action minimum à débattre avant de poser la première pierre de la future bâtie. L'autonomie était une vie sur l'avenir ET NON VERS FORCE OUVRIERE comme l'affirme la C.G.T.

Une seule solution pour les camarades du Livre : s'organiser rapidement en minorité agissante dont le déclare sera leur participation à la CONFERENCE NATIONALE DES MINORITAIRES SYNDICALISTES qui va incessamment se réunir. Les prémisses de cette conférence ont été jetées le 19 juillet dernier, lors d'une assemblée regroupant des militants de la C.G.T.-F.O. qui écoutent la « direction » johauhaise, un délégué minoritaire du Livre mandaté par ses camarades d'aller, des représentants des syndicats autonomes et de la C.N.T.

Lors de la prise de contact du 19 juillet, le camarade LELIEVRE, de F.O., disait ne pas pouvoir participer à nos discussions si :

- 1° Nous reconnaissions l'Etat;
- 2° L'arbitrage obligatoire;
- 3° L'action gouvernementale.

Lelièvre sait très bien que nous sommes d'accord sur ces trois points et nous comprenons parfaitement son intention d'alors : éliminer le trotskisme en tant qu'organisation politique de noyau.

Nous sommes encore d'accord avec lui lorsqu'il pense que si la plupart des POINTS de la Charte d'Amiens demeureront éternellement vrais, certains autres ont vieilli. Ce sera à nous tous de réaffirmer et reviser la vieille Charte dans une atmosphère fraternelle et à la lumière des faits. Et nous sommes toujours d'accord avec Lelièvre lorsqu'en substance, il dit (depuis que nous militons il en est ainsi) : LE SYNDICALISME SERA REVOLUTIONNAIRE OU DISPARAÎTRAIT.

BOUCHER.

P.-S. — Pour tout ce qui concerne le Livre-C.G.T., s'adresser à Boucher, 145, quai de Valmy 03-00, de 7 h. 30 à 17 h. 30.

Lettre à Jean Prolo gréviste chez Bergougnan...

Ce 21 juin,

Mon cher Vieux,
J'ai bien reçu ta lettre et je te remercie de toutes les précisions que tu me communiques au sujet de la situation à Clermont-Ferrand.

Ainsi, tu as fait grève? C'est bien, camarade! Et tu es maltraité par les flics? C'est normal, également!

Que penses-tu donc que nous avons à attendre d'un gouvernement qui place le sabre et le goupillon entre les mains de la péripétiactionne IV*? Ne fais pas l'étonné, mon vieux! Dici quelques temps, pendant que tu recevras des grenades lacrymogènes sur la gueule, tes enfants insurgieront peut-être des bondureries à la nouvelle Ecole Laïque socialo-M.R.P.

Le grève est légale, mais dis-tu? Le droit de grève est inscrit dans la Constitution qui tu as approuvée? Non, mais pour qui te prends-tu? Ne sais-tu donc pas encore que les promesses électorales sont une chose et que leur application en est une autre? Tu me dis que Jules Moch est socialiste et que le Parti socialiste est un Parti ouvrier. Allons mon vieux, as-tu déjà vu un ministre défendre la cause du peuple? Tant que ce ministre en puissance n'est qu'un pauvre couillon d'électeur comme toi et qu'il se présente à tes suffrages, il se proclame ton ardent défenseur; mais dès qu'il commence à renifler l'assiette au burin, ses intérêts deviennent la négation des tiens, ne le sais-tu pas encore? As-tu donc oublié le ministère du camarade Croizat, qui voulait te faire crever au rendement, toujours insuffisant, tandis que ses fesses fragiles de bureaucrate bolcheviste s'enjouent dans un fauteuil profond et rembourré?

Tu as été sérieusement blessé par un coup de matraque et les flics t'ont frappé de leur crose de mousqueton lorsque tu étais à terre? Que réux-tu, camarade, ne sais-tu pas que c'est le propre des flics que de frapper les flics et les innocents? On devient rouleur, mon vieux, mais on nait avec une lame de flie! Le flic — à quelqu'nationalité qu'il appartienne — tonneur, mon vieux, c'est bien ce que je pensais!

Tu es un homme libre, entends-tu? Un homme qui peut vivre sans bonté, sans Kominform, sans ministre de l'Intérieur et sans coups de matraques sur la gueule!

Un jour viendront où, tous ensemble, nous déclencherons la grève généralisée, gestionnaire, et ce four-là, mon vieux, le règne de l'homme sera venu! Il suffit de comprendre! Et d'AGIR!

Je te salue, fraternellement.

Gilbert LAMIREAU.

NOTE IMPORTANTE
Nous demandons aux U.R.U.L. ou syndicats de la C.N.T. de faire passer leurs communiqués par le centre confédéral, 39 rue de la Tour-d'Auvergne, Paris 9^e.

Permanence tous les jours de 9 à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 h. 30 sauf le dimanche

6^e UNION REGIONALE
Albi. — Le grand rassemblement des syndicats C.N.T. est définitivement fixé au 4 juillet à 9 h. 30, en ville de Cordes. Un appel est fait aux camarades de l'Aveyron, de l'Hérault et de l'Aude, afin qu'ils renforcent cette réunion très importante.

Marseille. — Réunion générale de tous les secrétaires de syndicats et de tous les militants le 4 juillet, à 9 h. 30, Bar Artistic, Square Stalingrad.

NOTE IMPORTANTE
Nous demandons aux U.R.U.L. ou syndicats de la C.N.T. de faire passer leurs communiqués par le centre confédéral, 39 rue de la Tour-d'Auvergne, Paris 9^e.

Permanence tous les jours de 9 à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 h. 30 sauf le dimanche

6^e UNION REGIONALE
Albi. — Le grand rassemblement des syndicats C.N.T. est définitivement fixé au 4 juillet à 9 h. 30, en ville de Cordes. Un appel est fait aux camarades de l'Aveyron, de l'Hérault et de l'Aude, afin qu'ils renforcent cette réunion très importante.

Marseille. — Réunion générale de tous les secrétaires de syndicats et de tous les militants le 4 juillet, à 9 h. 30, Bar Artistic, Square Stalingrad.

NOTE IMPORTANTE
Nous demandons aux U.R.U.L. ou syndicats de la C.N.T. de faire passer leurs communiqués par le centre confédéral, 39 rue de la Tour-d'Auvergne, Paris 9^e.

Permanence tous les jours de 9 à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 h. 30 sauf le dimanche

6^e UNION REGIONALE
Albi. — Le grand rassemblement des syndicats C.N.T. est définitivement fixé au 4 juillet à 9 h. 30, en ville de Cordes. Un appel est fait aux camarades de l'Aveyron, de l'Hérault et de l'Aude, afin qu'ils renforcent cette réunion très importante.

Marseille. — Réunion générale de tous les secrétaires de syndicats et de tous les militants le 4 juillet, à 9 h. 30, Bar Artistic, Square Stalingrad.

NOTE IMPORTANTE
Nous demandons aux U.R.U.L. ou syndicats de la C.N.T. de faire passer leurs communiqués par le centre confédéral, 39 rue de la Tour-d'Auvergne, Paris 9^e.

Permanence tous les jours de 9 à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 h. 30 sauf le dimanche

6^e UNION REGIONALE
Albi. — Le grand rassemblement des syndicats C.N.T. est définitivement fixé au 4 juillet à 9 h. 30, en ville de Cordes. Un appel est fait aux camarades de l'Aveyron, de l'Hérault et de l'Aude, afin qu'ils renforcent cette réunion très importante.

Marseille. — Réunion générale de tous les secrétaires de syndicats et de tous les militants le 4 juillet, à 9 h. 30, Bar Artistic, Square Stalingrad.

NOTE IMPORTANTE
Nous demandons aux U.R.U.L. ou syndicats de la C.N.T. de faire passer leurs communiqués par le centre confédéral, 39 rue de la Tour-d'Auvergne, Paris 9^e.

Permanence tous les jours de 9 à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 h. 30 sauf le dimanche

6^e UNION REGIONALE
Albi. — Le grand rassemblement des syndicats C.N.T. est définitivement fixé au 4 juillet à 9 h. 30, en ville de Cordes. Un appel est fait aux camarades de l'Aveyron, de l'Hérault et de l'Aude, afin qu'ils renforcent cette réunion très importante.

Marseille. — Réunion générale de tous les secrétaires de syndicats et de tous les militants le 4 juillet, à 9 h. 30, Bar Artistic, Square Stalingrad.

NOTE IMPORTANTE
Nous demandons aux U.R.U.L. ou syndicats de la C.N.T. de faire passer leurs communiqués par le centre confédéral, 39 rue de la Tour-d'Auvergne, Paris 9^e.

Permanence tous les jours de 9 à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 h. 30 sauf le dimanche

6^e UNION REGIONALE
Albi. — Le grand rassemblement des syndicats C.N.T. est définitivement fixé au 4 juillet à 9 h. 30, en ville de Cordes. Un appel est fait aux camarades de l'Aveyron, de l'Hérault et de l'Aude, afin qu'ils renforcent cette réunion très importante.

Marseille. — Réunion générale de tous les secrétaires de syndicats et de tous les militants le 4 juillet, à 9 h. 30, Bar Artistic, Square Stalingrad.

NOTE IMPORTANTE
Nous demandons aux U.R.U.L. ou syndicats de la C.N.T. de faire passer leurs communiqués par le centre confédéral, 39 rue de la Tour-d'Auvergne, Paris 9^e.

Permanence tous les jours de 9 à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 h. 30 sauf le dimanche

6^e UNION REGIONALE
Albi. — Le grand rassemblement des syndicats C.N.T. est définitivement fixé au 4 juillet à 9 h. 30, en ville de Cordes. Un appel est fait aux camarades de l'Aveyron, de l'Hérault et de l'Aude, afin qu'ils renforcent cette réunion très importante.

Marseille. — Réunion générale de tous les secrétaires de syndicats et de tous les militants le 4 juillet, à 9 h. 30, Bar Artistic, Square Stalingrad.

NOTE IMPORTANTE
Nous demandons aux U.R.U.L. ou syndicats de la C.N.T. de faire passer leurs communiqués par le centre confédéral, 39 rue de la Tour-d'Auvergne, Paris 9^e.

Permanence tous les jours de 9 à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 h. 30 sauf le dimanche

6^e UNION REGIONALE
Albi. — Le grand rassemblement des syndicats C.N.T. est définitivement fixé au 4 juillet à 9 h. 30, en ville de Cordes. Un appel est fait aux camarades de l'Aveyron, de l'Hérault et de l'Aude, afin qu'ils renforcent cette réunion très importante.

Marseille. — Réunion générale de tous les secrétaires de syndicats et de tous les militants le 4 juillet, à 9 h. 30, Bar Artistic, Square Stalingrad.

NOTE IMPORTANTE
Nous demandons aux U.R.U.L. ou syndicats de la C.N.T. de faire passer leurs communiqués par le centre confédéral, 39 rue de la Tour-d'Auvergne, Paris 9^e.

Permanence tous les jours de 9 à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 h. 30 sauf le dimanche

6^e UNION REGIONALE
Albi. — Le grand rassemblement des syndicats C.N.T. est définitivement fixé au 4 juillet à 9 h. 30, en ville de Cordes. Un appel est fait aux camarades de l'Aveyron, de l'Hérault et de l'Aude, afin qu'ils renforcent cette réunion très importante.

Marseille. — Réunion générale de tous les secrétaires de syndicats et de tous les militants le 4 juillet, à 9 h. 30, Bar Artistic, Square Stalingrad.

NOTE IMPORTANTE
Nous demandons aux U.R.U.L. ou syndicats de la C.N.T. de faire passer leurs communiqués par le centre confédéral, 39 rue de la Tour-d'Auvergne, Paris 9^e.

Permanence tous les jours de 9 à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 h. 30 sauf le dimanche

6^e UNION REGIONALE
Albi. — Le grand rassemblement des syndicats C.N.T. est définitivement fixé au 4 juillet à 9 h. 30, en ville de Cordes. Un appel est fait aux camarades de l'Aveyron, de l'Hérault et de l'Aude, afin qu'ils renforcent cette réunion très importante.

Marseille. — Réunion générale de tous les secrétaires de syndicats et de tous les militants le 4 juillet, à 9 h. 30, Bar Artistic, Square Stalingrad.

NOTE IMPORTANTE
Nous demandons aux U.R.U.L. ou syndicats de la C.N.T. de faire passer leurs communiqués par le centre confédéral, 39 rue de la Tour-d'Auvergne, Paris 9^e.

Permanence tous les jours de 9 à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 h. 30 sauf le dimanche

6^e UNION REGIONALE
Albi. — Le grand rassemblement des syndicats C.N.T. est définitivement fixé au 4 juillet à 9 h. 30, en ville de Cordes. Un appel est fait aux camarades de l'Aveyron, de l'Hérault et de l'Aude, afin qu'ils renforcent cette réunion très importante.

Marseille. — Réunion générale de tous les secrétaires de syndicats et de tous les militants le 4 juillet, à 9 h. 30, Bar Artistic, Square Stalingrad.

NOTE IMPORTANTE
Nous demandons aux U.R.U.L. ou syndicats de la C.N.T. de faire passer leurs communiqués par le centre confédéral, 39 rue de la Tour-d'Auvergne, Paris 9^e.

Permanence tous les jours de 9 à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 h. 30 sauf le dimanche

6^e UNION REGIONALE
Albi. — Le grand rassemblement des syndicats C.N.T. est définitivement fixé au 4 juillet à 9 h. 30, en ville de Cordes. Un appel est fait aux camarades de l'Aveyron, de l'Hérault et de l'Aude, afin qu'ils renforcent cette réunion très importante.

Marseille. — Réunion générale de tous les secrétaires de syndicats et de tous les militants le 4 juillet, à 9 h. 30, Bar Artistic, Square Stalingrad.

NOTE IMPORTANTE
Nous demandons aux U.R.U.L. ou syndicats de la C.N.T. de faire passer leurs communiqués par le centre confédéral, 39 rue de la Tour-d'Auvergne, Paris 9^e.

Permanence tous les jours de 9 à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 h. 30 sauf le dimanche

6^e UNION REGIONALE
Albi. — Le grand rassemblement des syndicats C.N.T. est définitivement fixé au 4 juillet à 9 h. 30, en ville de Cordes. Un appel est fait aux camarades de l'Aveyron, de l'Hérault et de l'Aude, afin qu'ils renforcent cette réunion très importante.

Marseille. — Réunion générale de tous les secrétaires de syndicats et de tous